

Les généraux, les islamistes et la révolution égyptienne

mardi 20 mars 2012, par [MARFLEET Phil](#) (Date de rédaction antérieure : 15 février 2012).

Sommaire

- [Colère](#)
- [Le vote Frères musulmans](#)
- [Les partis non confessionnels](#)
- [Questions à la Confrérie](#)

Le nouveau parlement égyptien, qui s'est réuni pour la première fois le 23 janvier 2012, est formé dans sa très large majorité d'islamistes. Parmi les membres de l'Assemblée du peuple, la chambre basse, 73 % appartiennent aux Frères musulmans ou au parti Al-Nour [« La lumière », le parti des salafistes]. Ce chiffre évoque une victoire électorale éclatante pour les islamistes ainsi qu'un moment difficile à venir pour les militant·e·s révolutionnaires qui n'adhèrent pas à leurs projets. Cette image est toutefois beaucoup plus complexe qu'elle n'y paraît, ainsi que les islamistes l'ont d'ailleurs découvert seulement 48 heures après que l'Assemblée se soit réunie pour la première fois.

Les Egyptiens ont marqué le premier anniversaire de la révolution le 25 janvier. Des millions de personnes se sont dirigées vers la place Tahrir, où les Frères avaient érigés une scène et déployé une grande banderole sur laquelle était inscrit : « *Notre présence à Tahrir est pour célébrer la révolution du 25 janvier et pour déclarer que nous soutenons l'ensemble de ses objectifs.* » Les orateurs de la Confrérie des Frères ont félicité le peuple pour ses réalisations et commencé à entonner des chants patriotiques. Ils se sont largement trompés sur l'atmosphère qui régnait : alors que la place se remplissait, il était évident que les manifestant·e·s n'étaient pas là pour une célébration. Les manifestant·e·s ont recouvert les paroles des Frères en scandant : « *Liberté ! Justice ! Egalité sociale !* ». Criant que les objectifs du peuple n'avaient pas été atteints et que la révolution doit se poursuivre.

Colère

Cette scène s'est reproduite deux jours plus tard, lors du premier anniversaire du « Vendredi de colère », commémorant le jour où, en 2011, la police antiémeute a tué des centaines de contestataires. D'importantes parties de la foule ont conspué les orateurs des Frères, chantant : « *Descendez de l'estrade !* » Ils insistèrent que le peuple était toujours en deuil de ses martyres, que leurs assassins doivent être portés devant la justice et que les luttes continueraient jusqu'à ce que le Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui dirige le pays, démissionne ou soit destitué.

Fait inquiétant pour la Confrérie, de nombreux manifestants se sont dirigés vers la place Tahrir en partant de mosquées dans lesquelles l'organisation s'attend à y trouver des audiences sympathisantes. Les foules réunies après les prières du vendredi criaient : « *A bas, à bas le régime militaire !* » ainsi que « *Nous voulons un gouvernement civil et non d'un gouvernement militaire !* » Il s'agissait là d'un défi direct pour la Confrérie dont les dirigeants ont exhorté les Egyptiens à

accepter le fait que le CSFA quitterait le pouvoir lorsque les généraux seraient prêts.

Des millions de personnes ne se sont pas laissées avoir par ces discours. Ils ont assisté, depuis la chute de Moubarak, à une série de massacres perpétrés par la police, l'armée et des hommes de main durant lesquels des centaines de personnes ont trouvé la mort. Le CSFA a, dans le même temps, protégé des figures notables de l'ancien régime et s'est retranché dans la défense de son autorité et de ses propres privilèges. Un dégoût généralisé s'est exprimé lorsque le nouveau président de l'assemblée – Saad al-Katany, membre des Frères musulmans – a proposé d'adresser un message de remerciement au CSFA. Cette adresse destinée au dirigeant des forces armées, le maréchal Tantaoui, commençait ainsi : *« L'Assemblée du peuple vous félicite pour prises de positions historiques au cours de la grande révolution égyptienne. Vous avez pris parti pour le peuple et sa révolution pacifique [...] et vous avez assumé, en tant que combattant courageux, le fardeau d'avoir opéré un tel choix. »* Y compris des parlementaires de la Confrérie se sont opposés à cette déclaration, qui a toutefois été envoyée au nom de l'Assemblée toute entière.

La direction de la Confrérie est composée d'un groupe particulièrement conservateur, élu en 2009 lorsque l'organisation avait décidé de se retirer de la politique nationale. Après des décennies de répression sous le régime Moubarak, les nouveaux dirigeants avaient amorcé un repli, avec l'intention de centrer l'activité de leurs membres autour des pratiques religieuses et des affaires communautaires. Moubarak avait effectivement dompté la Confrérie, laquelle traversait une crise profonde. Un analyste de la presse cairote s'interrogeait ainsi : *« Les Frères musulmans sont-ils devenus obsolètes comme mouvement socio-politique ? Se retranchera-t-il comme une association religieuse fermée et isolée après avoir perdu son esprit d'initiative et sa capacité d'inspirer le peuple ? »*

Lors de son élection [en 2010] comme représentant suprême de l'organisation (murshid ou guide suprême), Mohammed Badie a déclaré que la Confrérie s'appliquerait uniquement à la recherche de réformes graduelles et qu'elle ne s'affronterait pas à Moubarak. De nombreux membres furent consternés : le régime détenait des milliers de militants de l'organisation dans ses prisons, y compris un nombre important d'anciens membres parmi les plus estimés. Badie a, en effet, capitulé publiquement devant Moubarak, distançant la Confrérie des mouvements politiques qui, depuis dix ans, apparaissaient de plus en plus, rendant efficace leur opposition, particulièrement dans les domaines des réformes politiques, des droits des travailleurs et des étudiants ainsi qu'avec des initiatives de solidarité avec les Palestiniens. Des membres de la jeunesse des Frères protestèrent contre la stratégie de Badie. En vain.

La Confrérie aurait difficilement pu être aussi mal préparée lorsque la révolution a débuté en janvier 2011. Ses dirigeants ont tout d'abord annoncé que l'organisation ne participerait pas aux manifestations de rue. Lorsque le pays a été connu une vague de manifestations sans précédent, dans lesquelles étaient présents des milliers de membres des Frères musulmans, ils finirent par céder. Ils conclurent toutefois rapidement un accord avec le CSFA : les militaires mettraient en place des élections parlementaires qui maximiseraient les possibilités de la Confrérie ; les Frères, en échange, soutiendraient le pouvoir militaire provisoire.

La Confrérie a obtenu la tenue de ses élections ainsi qu'une large majorité parlementaire. Mais à un coût. Le CSFA a attaqué la révolution sur tous les fronts au cours de l'année 2011, se mettant à dos des millions d'Égyptiens et créant des divisions au sein des Frères musulmans. Des membres de la jeunesse ont quitté l'organisation pour former une nouvelle organisation, le Parti du courant égyptien [Al-Tayyar Al-Masry, fondé en juin 2011]. En outre, deux anciens dirigeants de l'organisation ont annoncé qu'ils participeraient indépendamment à l'élection présidentielle qui se tiendra les 23 et 24 mai prochains [1]. Malgré le fait que la Confrérie prétend être un bloc cohérent et discipliné, il est évident qu'elle est traversée de nombreux réseaux et divisée en plusieurs groupes

et que ses dirigeants peinent à imposer leur volonté, particulièrement sur les jeunes membres. De prochaines scissions sont probables, cela d'autant plus lorsque le nouveau parlement se consacra à la politique économique, ainsi qu'à la question du CSFA. Ce dernier refuse de céder le contrôle sur le budget militaire égyptien, les affaires étrangères ainsi que sur ce qui touche au contrôle de la rue et des lieux de travail.

La Confrérie domine aujourd'hui un parlement fantôme. Un parlement pourvu d'un mandat électoral, mais disposant de peu de pouvoir. Cela tient au fait que les officiers supérieurs du CSFA furent choisis par Moubarak et qui le servirent pendant des décennies. La contradiction est peut-être trop puissante pour être contenue, y compris par Badie et la direction des Frères.

Le vote Frères musulmans

Pourquoi autant d'Égyptiens ont-ils voté pour les Frères musulmans ? En l'absence d'autres partis établis, ils étaient disposés à donner une chance à l'organisation. Avant que la Confrérie ne prenne ses distances, en 2009, avec l'arène politique, elle a passé des années à participer aux élections, à organiser des associations professionnelles et s'est engagée dans une multitude d'activités de charité : soutenant des écoles, des cliniques, des hôpitaux et des centres pour les jeunes. Elle a fourni une alternative « réformatrice » au régime de Moubarak dans le domaine de la politique intérieure. Elle s'est également opposée aux guerres impérialistes et a soutenu (au moins rhétoriquement) la cause palestinienne, citant son soutien historique au mouvement palestinien ainsi que son propre rejeton, le Hamas [le Mouvement de la résistance islamique, ou Hamas, a été fondé en 1987 par des Frères musulmans et comme aile palestinienne de la Confrérie].

Ce qui a le plus attiré les électeurs au cours des récentes élections réside toutefois dans la réputation qu'ont les Frères d'avoir les mains propres. Les scandales liés à Moubarak ainsi qu'à sa fortune de 70 milliards de dollars déposée dans des banques suisses et autres ont produit du dégoût et un désir pour que les représentants politiques puissent au moins affirmer ne pas tremper dans des affaires de corruptions. Les Égyptiens ont donné à la Confrérie une chance. Ils observent cependant tous ses mouvements avec attention.

La question du succès électoral des salafistes est plus complexe. Leurs partis se sont formés publiquement après la révolution, soutenus par des journaux et chaînes de télévisions subventionnées par des fonds en provenance du Golfe, en particulier d'Arabie Saoudite. De nombreux rapports attestent les pratiques « d'achat de votes » réalisées par des candidats salafistes, en particulier à la campagne où il semble que certains ont adopté les mêmes méthodes de « fidélisation » du parti de Moubarak, le Parti national démocratique (PND). Certains candidats ont aussi fait écho, paradoxalement, avec le nationalisme radical de l'époque de Nasser, en parlant de mettre fin à la pauvreté et appelant à la dignité nationale. Ces appels aux pauvres étaient combinés avec des revendications plus familières du conservatisme islamique : prohibition de l'alcool et des nouveaux codes vestimentaires pour les femmes (y compris, ce qui a soulevé la consternation de l'ensemble de l'industrie touristique, l'interdiction des bikinis sur les plages égyptiennes).

Les partis non confessionnels

Les partis laïques [non confessionnels], quant à eux, ont fait une piètre performance au cours du processus électoral. Ils ont été lents à débiter leurs campagnes et, ainsi que le CSFA et les Frères l'avaient prévu, ne pouvaient pas espérer construire des organisations nationales efficaces en quelques mois. Certaines personnes qui auraient voté pour des partis non confessionnels avaient

déjà choisi de ne pas voter à ces élections. De nombreux militants radicaux ainsi que certaines parties de la gauche avaient pris la décision controversée de ne pas participer au scrutin, insistant sur le fait que les attaques meurtrières contre les manifestants organisées par le CSFA en novembre 2011 enlevaient tout sens à ces élections.

Le taux de participation à l'échelle nationale n'était pas très élevé : les derniers chiffres officiels s'élevaient à 48% pour le premier tour. Dans certaines régions du pays, il était même beaucoup plus faible. Une part importante de l'électorat n'était pas convaincue que participer à ces élections, dans les conditions dictées par le régime militaire, était conforme à ses attentes de changement après la chute de Moubarak.

Le noyau de la Confrérie est composé d'hommes d'affaires engagés dans le maintien de la stabilité de l'Etat égyptien et dans la poursuite du programme néolibéral adopté par Moubarak ; ils sont prêts à réaliser toutes sortes d'accords avec les militaires. L'organisation comprend toutefois également un nombre beaucoup plus important de personnes de la « classe moyenne » ou de milieux populaires qui ont leurs propres comptes à régler avec le CSFA. Beaucoup ont participé à des manifestations de rue ainsi qu'à des grèves au cours de l'année passée : la grève nationale des enseignants d'octobre 2011, par exemple, a mobilisé des milliers de membres et sympathisants des Frères musulmans.

La direction des Frères, tandis qu'elle claironne son succès électoral, est placée sous une pression énorme. Elle doit être à la hauteur de : l'emporter sur le régime militaire ; mettre un terme aux lois d'exception ; libérer les prisonniers politiques ; poursuivre en justice les membres de l'ancien régime ; ainsi que lutter contre la montée du chômage, du nombre de sans-abri, de la pauvreté et de la faim [et elle ne dispose pas de la rente pétrolière comme d'autres pays de la région].

Son problème immédiat est de se confronter au cadeau post-électoral des généraux au nouveau gouvernement : des coupes budgétaires de 20 milliards de dollars. Les islamistes qui entrent au parlement sont mis au défi d'adopter un budget d'austérité, cela au moment où les effets combinés de la crise mondiale et d'une réduction énorme des devises étrangères (liées à l'effondrement du tourisme au cours de l'année 2011) mettent en cause la capacité de l'Egypte d'acheter des céréales à l'étranger et de maintenir un niveau d'allocation élémentaire de pain à prix subventionné permettant de nourrir la population. Il n'existe pas une atmosphère favorable pour que la population accepte des coupes imposées par le gouvernement : toute attaque contre les subsides alimentaires, qui sont essentiels pour nourrir la population dans tout le pays, sera considérée comme une agression contre le peuple.

L'Egypte était il y a trente ans autosuffisante en matière alimentaire ; c'est aujourd'hui le plus grand importateur mondial de céréales. Le gouvernement a consacré l'année dernière 5,5 milliards de dollars pour subventionner la farine, le sucre, le riz et l'huile de cuisine destinée à la consommation. Il a également subventionné le gaz de butane utilisé pour cuisiner. Le Fond monétaire international (FMI) et la Banque mondiale exigent d'importantes coupes budgétaires. Ils suivent les mêmes politiques que celles que Moubarak a respectées pendant des années, réduisant les subventions alimentaires tandis qu'il saisissait les terres des paysans égyptiens qui étaient ensuite attribuées à des propriétaires privés, lesquels abandonnaient rapidement les cultures destinées à produire des biens alimentaires de base au profit de cultures de rente destinées à l'exportation.

Les islamistes sont sous une énorme pression pour résoudre ces questions. Vont-ils s'attaquer à l'augmentation des prix des biens alimentaires, au vol des terres rurales, ainsi qu'aux plans tordus fournissant des propriétés de l'Etat aux promoteurs immobiliers ? Vont-ils contester les privilèges des militaires ; privilèges qui permettent aux généraux de se bâtir de luxueuses demeures, de se réserver des stations balnéaires ainsi que des clubs d'officiers ?

Le mouvement révolutionnaire a démontré, mois après mois, sa capacité à résister aux assauts du CSFA. Il est parvenu à développer de nouvelles formes d'organisation qui sont au cœur d'un processus révolutionnaire : des coalitions militantes, des groupes insérés dans les campus universitaires et sur les lieux de travail, des syndicats indépendants ainsi que des comités de quartier. Depuis les élections parlementaires de novembre 2011, une nouvelle augmentation des grèves est apparue - et s'est confirmée en février - avec des revendications au sujet des salaires, des primes et des emplois. La Cour égyptienne d'appel a, en outre, rendu une importante décision légale récemment en confirmant des décisions antérieures favorisant les travailleurs qui revendiquent la renationalisation d'entreprises qui ont été vendues frauduleusement à l'époque de Moubarak. Il y a probablement d'autres affrontements autour de la question des privatisations.

Questions à la Confrérie

La Confrérie et ses alliés islamistes mettront-ils un terme au soutien lâche de Moubarak aux politiques américaines et israéliennes en Palestine ? Mettront-ils un terme à cette honte égyptienne qu'est la fermeture de la frontière entre l'Égypte et la bande de Gaza au moyen de clôtures et de patrouilles qui font écho au mur d'apartheid israélien ? En janvier 2012, le numéro deux du secrétariat d'Etat américain [le « ministère des affaires étrangères »] a rencontré les dirigeants de la Confrérie au Caire. Le vice-secrétaire d'Etat Bill Burns a déclaré être satisfait de ses entrevues, en particulier de l'assurance donnée par la Confrérie selon laquelle les « obligations internationales existantes de l'Égypte seront maintenues », formule signifiant le maintien des relations avec Israël.

La majeure partie de la couverture médiatique internationale a vu les résultats des élections comme la confirmation du fait que la révolution égyptienne est chancelante, qu'elle a pris un virage conservateur ou même qu'elle est arrivée à son terme. Ce n'est pas l'image que l'on a si l'on observe la place Tahrir ou les places centrales des villes de toute l'Égypte, ou diverses mobilisations syndicales. Au contraire, l'atmosphère populaire est plutôt celle d'une radicalisation ainsi que d'une grande colère de voir l'armée encore au pouvoir. En janvier 2011, les manifestant·e·s scandaient : « *Le peuple et l'armée forment une seule main* » ; une année plus tard, ils crient : « *La police et l'armée forment la même main sanglante.* »

Des personnalités de la Confrérie se sont adressées à la foule réunie sur la place Tahrir le 27 janvier 2012, le « Vendredi de la colère », cherchant à féliciter le peuple pour ses réalisations. Ils ont soulevé une tempête de protestations : « *Le peuple revendique la chute du maréchal [Tantaoui]* » ; « *Nous, le peuple, constituons la ligne rouge [qui ne peut pas être franchie]* ». La révolution se poursuit, avec aujourd'hui des islamistes « réformistes » égyptiens au gouvernement. La question n'est pas quelle sera la durée de la révolution, mais plutôt combien de temps les islamistes parviendront-ils à maintenir leur crédibilité et leur influence sur une société qui est toujours prise dans un processus de changement plus profond.

Phil Marfleet

P.-S.

* Cet article est paru dans le numéro de février de la revue britannique Socialist Review. Phil Marfleet est professeur à la School of Law and Social Sciences de l'University of East London. Traduction A l'Encontre <http://alencontre.org/>

Notes

[1] La date de l'ouverture officielle des inscriptions pour les candidatures à la présidentielle était le 10 mars dernier. Les conditions pour se porter candidat sont les suivantes : être âgé d'au moins 30 ans, de nationalité égyptienne (la double nationalité ne permet pas de se porter candidat), avoir des parents égyptiens, ne pas être marié à un·e étranger·ère ; recueillir sous son nom 30 signatures de parlementaires ou 30'000 signatures d'électeurs dans 15 gouvernorats (l'Égypte en compte 29). Chaque parti ayant au moins un siège au parlement peut présenter un candidat.